

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA

GSSA JOURNAL N° 127
JUN 2021

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

Acquisition d'avions de combat

Pas de chèque en blanc pour le Conseil fédéral : avec l'annonce d'une initiative contre les avions de combat étatsuniens, le GSsA – aux côtés des Verts et du PS – veut éviter le scénario du pire. PAGE 3

Plus de femmes à l'armée

La volonté de Viola Amherd d'attirer plus de femmes à l'armée fait beaucoup parler d'elle. Cela n'a cependant rien à voir avec une politique d'égalité – en dépit de ce que prétendent les influenceuses de l'armée. PAGE 6



Grève pour l'Avenir

L'armée est incapable de répondre à la plus grande menace du 21e siècle : la crise climatique. Pour le GSsA, il est clair que politique climatique et politique de paix vont de pair. PAGE 7

GRÂCE À LA PANDÉMIE:

les services de livraison sont en plein boom!



MARCHE DE PÂQUES 2021

Pour une politique de paix féministe

Pour la deuxième fois de suite, la Marche de Pâques a dû se dérouler en ligne. Cette année, le slogan était « Yes, we care ! ». Des militant-e-s pacifistes féministes du monde entier ont participé à la campagne virtuelle. Au programme : des contributions passionnantes et un appel commun pour plus de solidarité et une valorisation du travail du care. SASKIA REBSAMEN

Ce sont souvent les femmes qui maintiennent la cohésion sociale, et la pandémie n'a pas fait exception à la règle : les femmes prennent soin des plus vulnérables dans les hôpitaux et les institutions de soins et elles s'occupent des enfants dans les crèches et les écoles. Dans leur vie privée, c'est également souvent à elles qu'incombe la charge mentale que représentent le ménage et les enfants, et ce même lorsqu'elles sont en télétravail. Regardons autour de nous, et nous verrons que les femmes prennent inlassablement soin de notre société. Cela fait d'elles de grandes figures pacifistes, qui restent hélas souvent dans l'ombre. Nous ne pouvons surmonter les crises et garantir la paix que si nous prenons soin les un-e-s des autres. C'est pour cela que la Marche de Pâques 2021 demande que le travail du care

effectué par d'innombrables femmes soit enfin reconnu – et ce tant sur le plan social qu'économique !

Pour ce faire, les femmes doivent davantage être intégrées au niveau politique. C'est ce que dit Karmen Ramírez Boscán, l'une des oratrices. Selon elle, la promotion de la paix est un processus qui vit de la diversité. La militante pour les droits des femmes autochtones en Amérique latine applique également ce credo dans son propre travail. Elle vit aujourd'hui en Suisse et crée des projets féministes et pacifistes en collaboration avec des personnes migrantes.

Grâce à une campagne en ligne dynamique, nous avons pu sensibiliser notre public à l'importance du travail du care et de paix. Nous avons pu atteindre de nouvelles personnes à

travers les réseaux Instagram et Facebook. Nous espérons que celles-ci continueront de nous soutenir lors de la prochaine marche – croisons les doigts pour que celle-ci ait lieu en présentiel. Quoi qu'il en soit, nous continuerons de nous engager dans ce sens et disons « Yes, we care ! »

La Marche de Pâques a à nouveau eu lieu en ligne cette année.



Chères lectrices, chers lecteurs

De nombreux secteurs ont souffert pendant cette crise sanitaire – mais pas l'industrie de l'armement. Les exportations d'armes suisses ont atteint un niveau record en 2020 ! Nous approfondirons ces excès dans ce numéro en analysant les chiffres publiés par le SECO. Ensuite, nous vous informerons également des avancées concernant l'initiative correctrice. Nous nous intéresserons également aux licences générales d'exportation et aux exportations d'armement vers l'Arabie saoudite, ainsi qu'aux possibles conséquences d'une privatisation de Ruag Ammotec.

L'armée et la politique intérieure constitueront, bien entendu, d'autres points forts de ce journal. Ainsi nous aborderons l'achat de nouveaux avions de combat et notre stratégie à ce sujet, l'incroyable fuite de données de l'armée, la campagne de Viola Amherd pour attirer les femmes, ainsi que le nouveau message sur l'armée.

Enfin, nous reviendrons sur le génocide de Srebrenica, puis nous tournerons vers l'avenir pour savoir comment les armées peuvent combattre la crise climatique.

Je terminerai sur une note plus personnelle : après plus de quatre ans passés au sein du secrétariat du GSSA, je quitterai mon poste et donc également la rédaction de ce journal cet été. Thomas Bruchez du secrétariat de Genève me succèdera en tant que rédacteur en chef, il sera le premier Romand à occuper ce poste.

Bonne lecture et tout de bon,

Judith Schmid et toute l'équipe de rédaction

EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

Ces chiffres aussi doivent baisser !

Nous nous sommes habitué-e-s aux chiffres qui augmentent de manière alarmante. Il ne s'agit toutefois pas toujours de nombres de cas de covid – les exportations de matériel de guerre suivent la même tendance. En 2020, ces exportations se chiffraient à 901 millions de francs. Nous avons manifesté contre ce triste record, et ce dans le respect des gestes barrière. JUDITH SCHMID

Le matin du 9 mars, six membres du groupe régional de Berne se sont retrouvés devant le centre de presse de la Confédération avec des drapeaux « Peace » et une bannière sur la-

quelle se trouvait une courbe. Celle-ci monte en flèche : en effet, la Suisse a exporté du matériel de guerre d'une valeur de 901 millions de francs, du jamais vu ! Elle a livré des armes

d'une valeur de 17 millions de francs à des pays qui participent à la guerre au Yémen, un conflit qui viole le droit international. Parmi eux se trouvent les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite. Cette dernière pèse le plus lourd dans la balance avec des exportations de 10 millions de francs.

Malheureusement, là aussi, la pandémie nous a mis des bâtons dans les roues. Car les médias ne se sont pas vraiment intéressés au montant scandaleux des exportations en 2020. Nous avons dû recourir aux réseaux sociaux pour diffuser des images de cette action, puisqu'il n'y avait pas de caméras et que peu de journalistes. Par contre, nous avons pu attirer l'attention de la police, si bien qu'à la fin de notre action, le nombre de policiers-ères dépassait celui des militant-e-s.

FAIRE REVIVRE LE GROUPE RÉGIONAL DE BERNE

Bien que nos actions aient lieu en ligne ou en très petits groupes, il est très réjouissant que le groupe régional de Berne puisse enfin se retrouver. D'autres rencontres sont prévues. Pour l'instant, elles se dérouleront en ligne, mais peut-être pourrions-nous bientôt nous revoir « en vrai ». Si tu aimerais y participer, n'hésite pas à envoyer un mail à bern@gsoa.ch



Action contre les exportations de matériel de guerre en hausse.

Impressum

Rédaction : Thomas Bruchez (tb, verantwortlich), Adi Feller (af), Magdalena Küng (mk), Nadia Kuhn (nk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Oger (og), Martin Parpan (mp), Saskia Rebsamen (sr), Judith Schmid (js, verantwortlich), Tobia Schnebli (ts), Pauline Schneider (ps), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an** **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale déplacée au 25 septembre

En raison de la pandémie, nous avons pris la décision de déplacer l'assemblée générale 2021 au 25 septembre pour qu'elle puisse se dérouler en présentiel, garantie de contacts sociaux et de débats de qualité. THOMAS BRUCHEZ

La tradition veut que nous nous retrouvions chaque année en assemblée générale (AG) au restaurant Kreuz à Soleure – là où le GSSA a été fondé en 1982 – pour revenir sur nos activités de l'année passée, décider de nos grands projets à venir et prendre des positions de fond

sur des sujets liés au pacifisme et à l'antimilitarisme. Malheureusement, à cause de la pandémie, l'AG n'a pas pu avoir lieu en présentiel l'année dernière et nous avons été obligé-e-s de l'organiser en ligne en automne dernier. Actuellement, la situation sanitaire ne nous permet

toujours pas de mener une AG en présentiel. Or, nous sommes conscient-e-s de l'importance du présentiel pour maintenir les liens entre les membres et garantir la qualité des débats politiques. C'est pourquoi nous avons pris la décision de déplacer l'AG au 25 septembre 2021. Le programme s'annonce d'ores et déjà passionnant, alors notez bien la date dans votre agenda !

AVIONS DE COMBAT

Pas de chèque en blanc !

Jusqu'à présent, le DDPS poursuit le processus d'acquisition de nouveaux avions sans se soucier de l'avis de l'importante minorité qui s'y oppose. Le GSsA veut empêcher que le Conseil fédéral puisse faire ce qu'il veut. JONAS KAMPUS

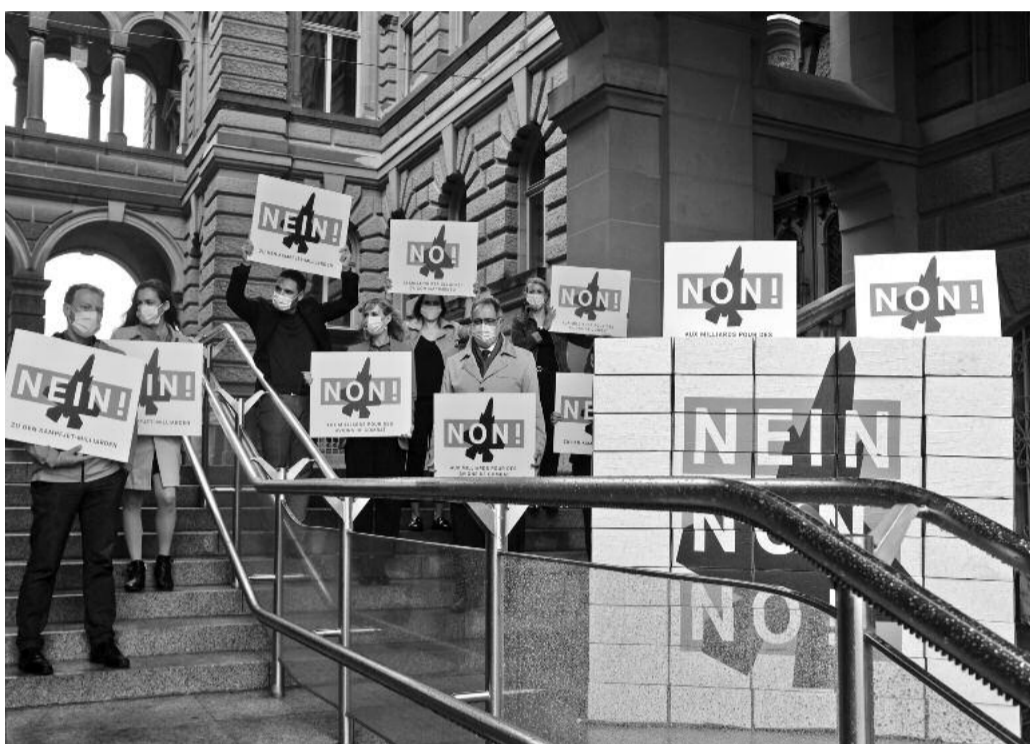
Le GSsA se bat depuis plus de 20 ans contre l'achat de nouveaux avions de combat. La votation de 1993 avait politisé toute une génération. En 2013, une large coalition dont nous faisons partie a rejeté le Gripen et en automne dernier, nous avons presque réussi à empêcher l'achat des nouveaux avions de combat dont il est question aujourd'hui. Bientôt, le Conseil fédéral choisira enfin le nouveau modèle d'avion. Les modèles qui restent pour le projet Air2030 sont tous surdimensionnés pour la police aérienne, émettent beaucoup trop de CO₂ et de bruit, et sont des puits sans fond.

UNE MAJORITÉ QUI RELÈVE DU HASARD

Le camp du OUI à de nouveaux avions de combat nous demande à présent de bien vouloir respecter les résultats du 27 novembre 2020 et de nous y plier. Chose que le DDPS oublie : ce « OUI » a été obtenu par hasard et la proportion de NON était maximale. Viola Amherd n'a fait aucun pas vers les 1,6 millions de personnes qui ont voté contre l'achat de ces jets.

Nous ne pouvons accepter cette attitude antidémocratique. Le peuple n'a pas octroyé un chèque en blanc au Conseil fédéral et il doit montrer au gouvernement où sont ses limites. Surtout car nous avons assez de problèmes réels : la lutte

contre la crise sanitaire qui n'en finit pas et le financement urgent de mesures contre l'épée de Damoclès qu'est la crise climatique.



L'achat des nouveaux avions de combat peut-il encore être empêché ?

LES SERVICES SECRETS AMÉRICAINS DANS LE COCKPIT

En collaboration avec le PS et les Vert-e-s, nous avons défini des critères stricts pour le lancement d'une initiative populaire. Si le DDPS choisit un jet étatsunien ou que le processus d'acquisition n'est pas complètement transparent, nous nous opposerons à l'achat par une initiative. Lors de la votation en 2020, le peuple ne voulait pas des avions étatsuniens. De plus,

tous les producteurs sont soupçonnés de corruption et d'espionnage.

Dans le cas des avions de combat étatsuniens, les services secrets étatsuniens sont toujours métaphoriquement co-pilotes. Car les producteurs américains gardent le contrôle sur les codes source. Toutefois, d'autres problèmes techniques et financiers s'ajoutent à cet aspect tout bonnement scandaleux d'un point de vue politique. Une heure de vol avec un F-35 coûte 44'000 dollars, bien que Lockheed Martin ait promis de baisser les coûts. Par ailleurs, le potentiel successeur du F/A-18 (le Super Hornet) utilisé par l'armée suisse dépasse de 20% la taille de ce dernier. Cela signifie que les pistes de décollage et d'atterrissage, ainsi que les hangars devraient être modifiés. Les coûts occasionnés s'ajouteraient aux dépenses prévues pour les avions.

De plus, les deux modèles ont des défauts techniques qui peuvent provoquer la mort de la personne qui les pilote ou la perte de l'avion. Aujourd'hui, même l'armée américaine pense que les F/A-18 ne devraient plus être produits et que les F-35 sont des tas de ferraille. Des officiers haut placés le surnomment d'ailleurs « tas de m**** » ou Ferrari inutilisable. Et la cerise sur le gâteau ? En cas de guerre, toute l'armée de l'air, forte du potentiel qu'apportent ces jets de luxe serait mise hors de combat par des engins guidés modernes.

Vous aussi, vous êtes contre le chèque en blanc pour de nouveaux avions ? Alors signez le pledge pour la collecte de signature en cas d'initiative populaire : <https://stop-avionsdecombat.ch/>

MUNITIONS

Vendre les bijoux de famille

La privatisation de la Ruag avance. L'un des aspects centraux de celle-ci est la vente de Ruag Ammotec, le plus grand producteur de munitions de petit calibre en Europe. Voici pourquoi nous devrions nous faire du souci. ADI FELLER

La division des munitions de la Ruag se retrouve souvent dans la tourmente : des munitions pour fusil de précision retrouvées en Libye ou des grenades entre les mains de Daesh en Syrie ne sont que quelques exemples. Lorsque la Ruag était encore sous contrôle étatique, des munitions de la division Ammotec parvenaient dans toutes sortes de zones de conflit. Cepen-

dant, la Confédération avait encore une certaine responsabilité. En théorie, elle pouvait exercer son influence grâce à la stratégie du propriétaire et définir des buts pour l'entreprise autres que les bénéfices à eux seuls. Ainsi, elle a annoncé que la législation suisse en matière d'exportations serait appliquée dans toutes les usines de la Ruag, même à l'étranger. Savoir comment cela

était contrôlé et par qui est bien sûr une toute autre question. Fort heureusement, la construction envisagée d'une usine de munition de la Ruag au Brésil a été rejetée. En cas de privatisation d'Ammotec, toute possibilité de contrôle s'envolera. Cette division est rentable, ce qui signifie qu'un grand nombre d'acheteurs potentiels sont intéressés.

DE L'ÉPÉE À LA CHARRUE

Rheinmetall a par exemple récemment montré son intérêt pour Ruag Ammotec dans une interview. Compte tenu de la forte présence de Rheinmetall en Suisse, les chances de l'entreprise allemande sont grandes. Toutefois, une

vente à une entreprise privée signifie moins de contrôle sur les exportations d'armement. Les sympathisant-e-s de l'armée au Parlement essaient toujours d'empêcher une vente. Le Conseil national a par ailleurs accepté une motion allant dans ce sens, déposée par Werner Salzman (UDC). Or, le Conseil fédéral semble déterminé à vendre Ruag Ammotec. Il existe pourtant une autre façon de garantir le maintien de la capacité si souvent prôné par les soutiens de l'armée : un site de production quasi artisanal, subventionné par l'État pour produire de petites quantités d'armement – mais en renonçant entièrement à l'exporter.

MESSAGE SUR L'ARMÉE

Une armée toujours en décalage

En approuvant le message sur l'armée 2021, le Conseil fédéral promeut une vision de l'armée en décalage avec les véritables dangers d'aujourd'hui. Le message se concentre sur des scénarios improbables tels que des guerres conventionnelles et des engagements à l'étranger alors que les crises climatiques et du Covid-19 passent complètement au second plan. PAULINE SCHNEIDER

Impossible de tirer un bilan de ce message sur l'armée 2021 sans rappeler le contexte social et sanitaire qui a marqué cette année passée, mais qui, à l'instar du réchauffement climatique, n'a pas semblé impacter les décisions de l'armée. Dans son message sur l'armée 2021, l'armée se concentre bizarrement sur nombre de scénarios catastrophes improbables, et prévoit d'investir

dans beaucoup de nouveau matériel, mais oublie complètement de mettre au centre de ses réflexions les crises actuelles réelles, comme les crises climatiques, ou celle du Covid-19.

Plus exactement, elle en parle du bout des lèvres : l'armée nous explique qu'elle a conscience de la nécessité de réduire sa consommation d'énergie et ses émissions de gaz à effet de

serre. Cependant, à la lecture plus précise de ce message, il devient rapidement clair que ces mesures sont insuffisantes : elle prévoit un objectif de réduction de 40% d'ici 2030 ces émissions de CO₂, par rapport à 2001. En comparaison aux quelques 200'000 tonnes de CO₂ qu'elle émet, cette réduction ne pèse pas lourd et constitue un véritable cas d'école de greenwashing.

En parallèle de ce greenwashing, l'armée a également pu montrer son inefficacité face à la réelle crise qui s'est déroulée l'année passée. Non seulement elle a montré son manque de préparation aberrant face à la pandémie, mais elle a en plus mentionné son envie d'investir dans du nouveau matériel, pour lequel on peine à faire le lien avec la situation de crise d'au-

jourd'hui. En effet, en souhaitant investir par exemple dans des nouveaux véhicules pour les sapeurs de chars ainsi que des simulateurs pour les armes polyvalentes à épauler, l'armée continue à se préparer pour des scénarios bien plus qu'hypothétiques démontrant une fois de plus son décalage face à la réalité.

EXPORTATIONS DE MATERIEL DE GUERRE

CHIFFRES DU SECO

Jamais la Suisse n'avait exporté autant de matériel de guerre

En 2020, la Suisse a exporté du matériel de guerre pour un montant de 901 millions de francs. Cela constitue tout simplement un record historique en la matière. S'ajoute à ce triste record la liste des pays destinataires, parmi lesquels on compte plusieurs Etats connus pour leurs violations systématiques des droits humains et leur implication dans des conflits armés. THOMAS BRUCHEZ

C'est très simple : jamais la Suisse n'avait exporté autant d'armes que durant l'année 2020. Alors que la crise du coronavirus amplifie les inégalités et frappe durement de nombreuses personnes, l'industrie de l'armement suisse se porte comme un charme - cette même industrie de l'armement qui s'est constamment plainte ces dernières années des difficultés auxquelles elle faisait prétendument face, s'appuyant sur cet argument pour exiger un assouplissement des critères d'exportation. En tout, elle a vendu des véhicules blindés, des munitions, du matériel de conduite de tir ou encore des armes individuelles à épauler ou de poing pour un montant total de 901 millions de francs. Ceci constitue une augmentation de 24% par rapport à l'année précédente. Pire encore, si l'on prend les années 2014-2016, on voit que les exportations d'armes suisses

ont plus que doublé par rapport à cette période-là. Il y a donc vraiment de quoi s'inquiéter.

La liste des pays destinataires n'est guère plus rassurante. Pour la cinquième année consécutive, la Suisse a contribué à alimenter le tragique conflit yéménite, en vendant des armes aux membres de la coalition menée par l'Arabie saoudite pour un montant de plus de 17 millions de francs. Cela porte le montant total pour lequel des armes ont été exportées à destination de pays membres de cette coalition depuis le début de la guerre en 2015 à près de 84 millions de francs.

Parmi les destinations principales des exportations de matériel de guerre suisse, on trouve le Brésil. Or, depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, la situation en matière de droits humains s'y est fortement dégradée. La liberté d'expression et de presse a été étouffée, les droits

des peuples autochtones fortement violés et les féminicides ont explosé. Les violences policières ont elles aussi connu une forte augmentation. Ainsi, selon Amnesty International, 3181 personnes ont été tuées par la police entre janvier et juin 2020, soit 17 personnes par jour. Début mai 2021 encore, une opération policière a fait 25 mort-e-s à Rio. Quant à la gestion de la pandémie, elle est absolument catastrophique, avec plus de 400'000 mort-e-s à ce jour, soit plus d'un dixième du nombre total de victimes de la pandémie. Il est scandaleux que la Suisse se rende ainsi complice d'un régime mettant volontairement en danger la vie de sa population.

L'AUGMENTATION DES EXPORTATIONS D'ARMES SUISSES S'INSCRIT DANS LA DURÉE

Les chiffres du premier semestre 2021 semblent démontrer que l'année 2020 n'était pas une exception mais qu'il y a bel et bien une tendance générale à l'augmentation des exportations d'armes suisses. Ainsi, entre début janvier et fin mars 2021, la Suisse a exporté du matériel de

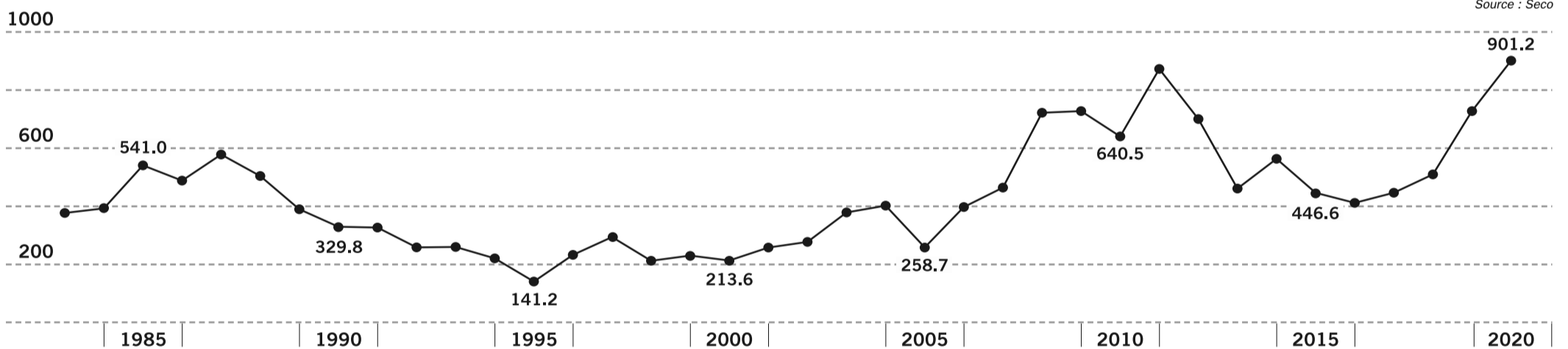
guerre pour 204 millions de francs. Si ces chiffres sont en dessous de ceux de l'année record 2020, ils restent deux fois plus élevés que ceux de l'année 2015 par exemple. Une fois de plus, les Etats belligérants au Yémen ont reçu des armes suisses, cette fois pour près de 11 millions de francs. Cette situation montre à quel point l'initiative correctrice est nécessaire.

UNE STAGNATION AU NIVEAU INTERNATIONAL

Pour la première fois depuis la période 2001-2005, les exportations d'armes au niveau mondial ont stagné entre les périodes 2011-2015 et 2016-2020. Les exportations d'armes dans le monde ont même continuellement baissé depuis l'année 2017. Il faut cependant se garder de tirer des conclusions hâtives. En effet, l'année 2017 a été l'année record pour les exportations d'armes dans la période post-guerre froide. De plus, malgré la pandémie, plusieurs grands contrats d'armement ont été signés durant l'année 2020. En somme, il reste encore beaucoup à faire dans la lutte pour le désarmement mondial.

Exportations de matériel de guerre 1983-2020 (non ajustées à l'inflation)

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE EN MIO. CHF



INITIATIVE CORRECTRICE

Un peu de conséquence, s'il vous plaît

En mars dernier, peu avant la date butoir, le Conseil fédéral a présenté son message sur l'initiative correctrice ainsi qu'un contre-projet. Sans surprise, le Conseil fédéral rejette l'initiative. MORITZ LANGE

L'initiative « contribuerait à affaiblir la base technologique et industrielle importante pour la sécurité (BTIS) de la Suisse ». Comprenez : le Conseil fédéral tient plus au bien-être de l'industrie de l'armement qu'à la tradition humanitaire de la Suisse.

Comme il l'avait annoncé, le Conseil fédéral a présenté un contre-projet indirect à l'initiative correctrice. Celui-ci prévoit que les critères pour les exportations de matériel de guerre soient transférés dans la loi. Cela nous permettra à l'avenir de lancer un référendum au lieu d'une initiative populaire, comme c'est le cas pour l'initiative correctrice, si d'aventure le Conseil fédéral devait à nouveau se prendre de pitié pour la pauvre industrie de l'armement.

Le contre-projet prévoit également d'abroger la dérogation introduite en 2014. Celle-ci permettait à la Suisse d'exporter du matériel de guerre vers des pays qui violent gravement et systématiquement les droits humains, même s'il

est possible que les armes soient utilisées à ces fins. L'une des revendications centrales de l'initiative était justement l'abrogation de cette exception. Les pays qui violent les droits humains ne pourront plus importer de matériel de guerre suisse, car il est toujours possible que ce dernier soit utilisé dans ces actes atroces.

UNE ÉCHAPATOIRE POUR LE CONSEIL FÉDÉRAL

Malheureusement, le Conseil fédéral veut maintenir sa compétence dérogatoire même dans le contre-projet. Cela lui permettrait d'autoriser des exportations de matériel de guerre en court-circuitant le Parlement et le peuple en cas de « circonstances exceptionnelles » et si « la sauvegarde des intérêts du pays en matière de politique extérieure ou de politique de sécurité l'exige ». Reste à savoir quelles circonstances exceptionnelles exigent l'exportation de matériel de guerre vers des pays qui bafouent les droits humains.

Le Conseil fédéral veut tout simplement pouvoir échapper au contrôle du législatif et du peuple. Cette application inefficace et minimaliste de l'initiative correctrice est inacceptable – la compétence dérogatoire doit être révoquée.

S'ajoute à cela que le contre-projet ne prévoit pas la levée des dispositions d'exception pour pièces de rechange et les munitions. Or celles-ci devraient être soumises aux mêmes critères d'exportation que tout autre type de matériel de guerre.

Peu après la parution du message du Conseil fédéral et du contre-projet, la commission de la politique de sécurité du Conseil des États (CPS-E) a traité l'initiative correctrice. La CPS-E, principalement constituée de politiciens bourgeois-e-s, a clairement rejeté l'initiative à 9 voix contre 2. Elle a également dit non aux

deux propositions de gauche, à savoir l'abandon de la compétence dérogatoire et l'abrogation de l'exception pour les livraisons de pièces de rechange et de munitions. Une majorité a toutefois accepté le contre-projet indirect.

Le Conseil des États traitera l'initiative et le contre-projet durant la session d'été, puis ce sera au tour du Conseil national d'en débattre. Le Parlement doit faire en sorte que le contre-projet soit modifié de sorte qu'il corresponde aux exigences de la Coalition contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile : pas de compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral ni d'exception pour les munitions ! Ce n'est que comme cela que la Suisse sera crédible dans le domaine de la politique de paix internationale et qu'un retrait de l'initiative pourra entrer en ligne de compte.

Nouvelle tombée peu avant la fin du délai rédactionnel : durant la session d'été, le Conseil des États a soutenu les revendications principales de l'initiative correctrice. Ainsi, il a accepté le contre-projet indirect avec une suppression de la compétence dérogatoire du Conseil fédéral.

Une étape de plus pour l'initiative correctrice



PERMIS GÉNÉRAUX

Pour plus de transparence

Les exportations d'armes vont bon train, surtout lorsque l'on n'a que peu d'informations à leur sujet. Si les « instances de contrôle » contribuent à ce flou, elles ne le font que parce que l'industrie de l'armement en profite. Derrière chaque centimètre carré de transparence se cache beaucoup de travail acharné. ADI FELLER

Les intéressé-e-s attendent chaque année avec impatience les statistiques d'exportation publiées par le SECO. Celles-ci incluent des données relatives à l'exportation de matériel de guerre, mais également de biens militaires spécifiques et de biens à double usage. Un point positif : le nombre d'exportations autorisées de biens militaires spécifiques a régulièrement diminué ces dernières années. Un commentaire du rapport souligne que ces données ne concernent que les permis d'exportation individuels, et qu'il existe également des licences générales d'exportation (LG). Voilà qui est transparent. Toutefois, les données relatives aux LG n'ont jamais été publiées, et ce des années durant. Invoquant le secret industriel, le SECO refuse de répondre aux questions à ce sujet. La Wochenzeitung a donc dû livrer une bataille juridique qui a duré plusieurs années et s'est terminée devant le Tribunal fédéral. Mais grâce à la Loi sur la transparence, le journal a pu obtenir les noms des entreprises qui bénéficient d'une LG. Cette liste a été publiée en février 2021 avec le nombre de LG accordées depuis 2016. Le bilan et le développement des statistiques est choquant : en 2019, le nombre d'exportations sous LG était 8 fois supérieur à celui des autorisations d'exportation (2'783 mio vs 363 mio).

LA TRANSPARENCE N'EXCLUT PAS LE CONTRÔLE

En mars 2021, le SECO a enfin publié une liste avec des statistiques d'exportations un peu plus détaillées : pour la première fois, les chiffres ont été subdivisés en licences générales ordinaires et extraordinaires. Les LG ordinaires sont accordées à 29 pays, qui, en théorie, ont des con-

trôles d'exportation similaires à ceux de la Suisse, mais on y trouve aussi des pays comme l'Argentine, la Corée du Sud, la Turquie et l'Ukraine. Les LG extraordinaires, elles, peuvent être attribuées à tous les autres pays. En 2020, des biens d'une valeur totale de 2107 millions ont été exportés sous LG, dont 371 millions sous licence extraordinaire. L'entreprise Pilatus est une fois de plus un excellent exemple en la matière, puisqu'elle possède des LG extraordinaires pour tous les pays vers lesquels elle a déjà livré des avions d'entraînement, notamment l'Inde, le Mexique, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Ces licences d'exportation sont synonymes d'absence de contrôle systématique et en détail par le SECO. Ce dernier manquerait pro-

bablement de ressources et de personnel pour ce faire ; après tout, les priorités sont claires au DEFR.

ENTRE STATISTIQUES ET RÉALITÉ

Il reste toutefois un problème statistique de base. Hormis pour les exportations de matériel de guerre, le SECO ne publie que des données relatives aux permis établis. Le secrétariat d'État précise pourquoi ces chiffres ne sont pas exacts, citant les permis établis plusieurs fois, pas utilisés, ou le fait que « les données des exportations effectives pour les biens à double usage (dual-use) ne peuvent pas être connues, car le tarif douanier ne contient aucune clé statistique pour cette catégorie de biens ». Voilà qui est moins réjouissant. Des données sur les exportations totales de biens militaires spéciaux ne sont pas disponibles non plus. Tout cela n'explique pas pourquoi cette situation perdure depuis des décennies et pourquoi le nombre véritable d'exportations dans ces catégories ne sont pas disponibles. Il semblerait évident et important de connaître le nombre exact d'exportations, surtout pour un organisme de contrôle. Au lieu de lutter contre la transparence, le SECO ferait mieux de s'engager pour que le nombre véritable d'exportations fasse partie des statistiques. Il pourrait ainsi être perçu comme une autorité de contrôle, et non comme une organisation pour la promotion des exportations.



En exportant du matériel de guerre en Arabie saoudite, la Suisse porte une part de responsabilité dans la guerre au Yémen. Photo : Fahd Sadi

ARABIE SAOUDITE

Du matériel de guerre pour Riyad

Plusieurs pays ont interrompu leurs livraisons d'armes au régime radical. La Suisse continue d'exporter du matériel de guerre vers l'Arabie saoudite. ANDREAS WEIBEL

La guerre au Yémen entre dans sa septième année. Ce conflit a déjà coûté la vie à plus de 100'000 personnes, un chiffre qui n'inclut pas celles et ceux qui sont mort-e-s de faim ou à la suite de maladies. Près de 3 millions d'enfants sont sous-alimentés et 80% de la population dépend de l'aide alimentaire.

Plusieurs États occidentaux soutiennent la coalition menée par l'Arabie saoudite depuis le début de l'intervention en lui proposant l'aide de conseillers militaires, du soutien logistique et des renseignements. Ils ont surtout livré des quantités d'armes incroyables.

UN TOURNANT

Mais la situation a changé après l'assassinat atroce du journaliste Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul et la non-réélection de Donald Trump. Fin janvier, le gouvernement italien a décidé de retirer plusieurs licences d'exportations d'armes vers les États du Golfe, notamment des licences pour plus de 12'700 bombes aériennes d'une valeur de plus de 200 millions d'euros. Des organisations issues de la société civile, notamment la Rete Italiana Pace e Disarmo, un partenaire du GSSa s'étaient engagées pendant des mois pour obtenir ce résultat.

L'administration Biden, elle aussi, a communiqué en février que les États-Unis cesseraient

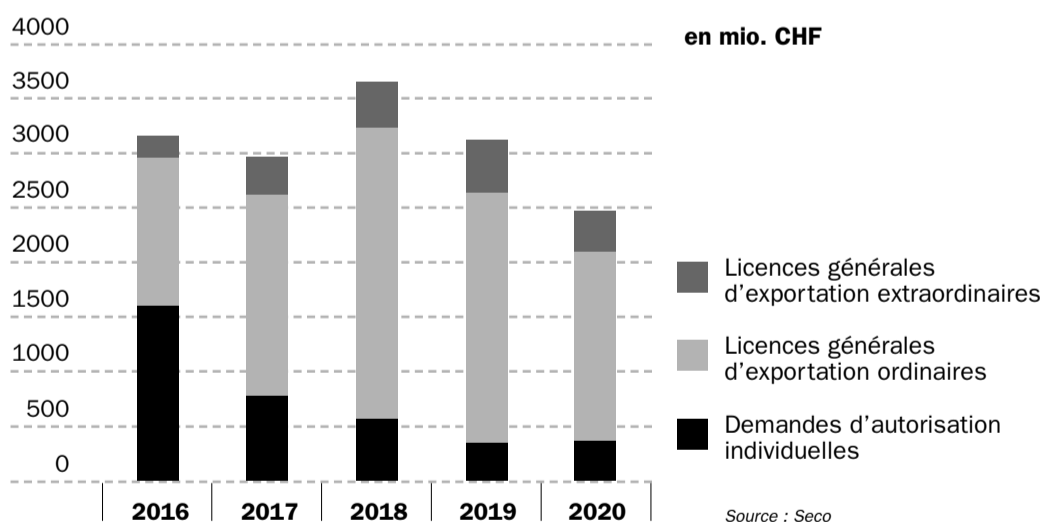
une grande partie de leurs exportations d'armes vers l'Arabie saoudite. Cela constitue un virage à 180 degrés par rapport au gouvernement précédent, qui avait soutenu sans réserve la monarchie saoudienne.

L'Allemagne, avait déjà interrompu ses livraisons d'armes dans la région en 2018. Depuis, 7 navires de guerre pratiquement prêts à destination du royaume saoudien attendent dans un chantier naval en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. La décision de l'Allemagne a une incidence sur les nombreux projets européens dans ce domaine, notamment les projets d'armement franco-allemands.

DES TRIBUNAUX EMPÊCHENT LES EXPORTATIONS

En mars, le Conseil d'État belge a donné suite à une plainte de Vredesactie, une autre organisation partenaire du GSSa. Cette institution, qui est chargée de vérifier si les décisions administratives sont conformes aux lois en vigueur, a suspendu des licences d'exportations d'armes vers le royaume saoudien.

La Grande-Bretagne est l'un des plus gros exportateurs d'armes vers l'Arabie saoudite. Depuis le début de la guerre au Yémen, BAE Systems, l'une des entreprises les plus importantes dans le domaine, a, à elle seule, livré des



armes d'une valeur de plus de 17,5 milliards de livres à Riyad. À Londres, une centaine de fonctionnaires sont chargé-e-s d'organiser ces «deals» d'armes. Depuis 2019, la Campaign Against Arms Trade, un autre partenaire de notre organisation, se bat juridiquement devant la plus haute cour du Royaume-Uni pour révoquer des licences d'exportation. Le High Court avait alors décidé de suspendre les exportations de matériel de guerre. Quelques mois plus tard, le gouvernement de Boris Johnson a commencé à ignorer cette interdiction. Ce sera à nouveau aux tribunaux de décider si cette façon de faire est légale.

ET LA SUISSE ?

Officiellement, le gouvernement suisse dit ne pas autoriser les exportations d'armes vers

l'Arabie saoudite. Toutefois, en 2020, la Suisse a livré du matériel de guerre d'une valeur de plus de 7 millions de francs à ce pays du Golfe. En février, on pouvait lire dans les médias que l'armée saoudienne utilise des simulateurs d'artillerie de la Ruag pour ses canons de type Caesar. D'après l'ONG yéménite Mwatane for Human Rights, un grand nombre de civil-e-s ont été tué-e-s entre 2018 et 2020 par des tirs d'artillerie, qui venaient exactement des canons pour lesquels les simulateurs de la Ruag ont été acquis.

Il est grand temps que la Suisse arrête de trouver de nouvelles façons de livrer des armes à des pays qui participent à des guerres. Elle doit se souvenir de ses valeurs humanitaires. En acceptant un contre-projet plus strict à l'initiative correctrice, le Parlement aurait l'occasion d'appliquer ces valeurs. (voir article ci-contre)

ARMÉE

FUITE DE DONNÉES

Quelle incompétence !

La fuite de données sur la plateforme d'apprentissage de l'armée montre à quel point celle-ci est incompétente dans certains domaines. MARTIN PARPAN

Le Learning Management System (LMS) est une plateforme en ligne utilisée par l'armée pour former ses collaborateurs·trices. Cette année, par exemple, pandémie oblige, les nouvelles recrues étaient forcées d'effectuer la première partie de leur formation non pas à la caserne, mais en ligne, depuis chez elles. Cet instrument d'e-learning devait leur permettre d'acquérir des « connaissances de base sur l'armée et la vie militaire quotidienne ». Après cette étape de la formation, les recrues devaient être en mesure de désassembler un fusil d'assaut 90, mais également de connaître la défense NBC, le règlement, ainsi que les structures de l'armée. Les profils d'utilisateurs sont composés des noms complets, des adresses électroniques, des numéros de téléphone, des grades militaires, ainsi que de la troupe à laquelle appartient une certaine recrue. Ils contiennent également le numéro AVS qui fait office de nom d'utilisateur. Nous vivons à l'époque du télétravail et de la digitalisation croissante. Les logiciels d'apprentissage à distance n'ont donc rien de nouveau. Le DDPS a toutefois échoué magistralement et a démontré son incompétence sous trois aspects dans cet exercice pourtant plutôt simple.

ACTE I : COMMENÇONS PAR UN DÉSASTRE

La mise en ligne du LMS a été une véritable catastrophe, puisque celui-ci a été tout de suite saturé. Les recrues n'ont donc pas pu se connecter et ont passé leur première journée de service à attendre. Cela est étonnant, car le DDPS aurait dû savoir combien de recrues tenteraient de se connecter et aurait pu adapter le système en conséquence, ce qui n'aurait pas été difficile.

ACTE II : LA FUITE DE DONNÉES

En février, une ancienne recrue a fait une découverte beaucoup plus préoccupante. En deux temps, trois mouvements, il a eu accès à pas moins de 400'000 ensembles de données, qui n'auraient pas dû être publiques : le numéro de portable du chef de l'armée, les adresses email privées de certains conseillers fédéraux, les noms et coordonnées de collaborateurs du service de renseignement ou encore de l'office fédéral de la police se sont affichés devant lui. La fuite de données en tant que telle est une chose. Mais il convient de souligner le fait que cette ancienne recrue n'est pas un hacker chevronné. Sa découverte relève du plus pur des

hasards. Notons également que le DDPS se voit comme un pilier central de notre pays dans la lutte contre les cyberattaques.

ACTE III : MINIMISER ET OCCULTER

La gestion de cette crise a révélé au grand jour la véritable ampleur de l'incompétence du DDPS en ce qui concerne la protection des données. Dans un communiqué de presse publié en mars, le département a essayé de dédramatiser et d'interpréter toute cette affaire comme un succès. Dans un texte intitulé « Réponse rapide aux incidents frappant la plate-forme d'apprentissage de l'armée », le DDPS se félicitait d'avoir réagi rapidement en créant une « Task Force LMS » qui avait corrigé cette erreur de configuration en l'espace de quelques heures : une réaction plutôt lente que rapide. Le DDPS a commis une deuxième bourde en affirmant que les informations divulguées n'avaient rien de secret. Pourtant le numéro AVS est utilisé comme identifiant dans de nombreux domaines de l'administration.

Conclusion : Le DDPS échoue même dans les situations les plus simples. On pourrait voir ce manque cruel de compétence avec ironie ou d'un œil amusé. Toutefois, le fait que ce département gaspille de l'argent public avec ce genre de gaffes est exaspérant. Car ces moyens manquent dans d'autres domaines. Ce n'est pas nouveau : la Suisse se porterait mieux sans DDPS.



RECHERCHE DE RECRUES

L'égalité jusqu'aux sous-vêtements ?

Viola Amherd veut recruter des femmes. Avec la campagne « La sécurité est aussi une affaire de femmes », elle veut les motiver à rejoindre l'armée. Or, la sécurité est une affaire de femmes depuis bien longtemps, ce qu'une définition trop étroite de cette notion nous empêche de voir. JUDITH SCHMID

L'armée a des problèmes de recrutement. Les secrétaires du GSSa le savent bien puisqu'ils répondent à de nombreux mails de futurs soldats. Pour le DDPS, il y aurait encore du potentiel du côté des femmes et ce sont elles que l'armée tente d'appâter. En effet, les femmes constituent environ 50% de la population, mais uniquement 0,9% des effectifs de l'armée.

Depuis que Viola Amherd a pris les rênes du DDPS, elle ne manque pas une occasion de mettre des femmes sous les feux des projecteurs. Un exemple est la pilote d'avions de combat et capitaine de de l'armée Fanny Chollet, visage de la campagne du DDPS pour les nouveaux avions de combat. Autre exemple : dans l'émission Der Club de la télévision suisse alémanique, la nouvelle cheffe de la politique de sécurité du DDPS Pälvi Pulli défendait la définition militaire classique de la sécurité. Il n'est pas surprenant que la première femme à la tête du DDPS mette les bouchées doubles dans ce domaine. De nombreux fans traditionnels de l'armée, des hommes donc, ne se sentiraient peut-être pas très à l'aise à l'idée de voir plus de femmes avec des fusils d'assaut dans les gares suisses. Leur vision des rôles de genres en serait complètement bousculée.

INFLUENCEUSES ET GARDE D'ENFANTS

Cela ne dérange aucunement Viola Amherd. Juste à temps pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le 8 mars, le DDPS a publié un rapport intitulé « Femmes à l'armée ». Celui-ci propose des mesures pour augmenter la proportion de femmes dans l'armée, notamment un service destiné aux femmes, des influenceuses pour l'armée sur Instagram et des journées d'information pour les filles. En ce moment, Armasuisse teste même des sous-vêtements pour femmes, ce qui aura même mené le journal britannique The Guardian à y consacrer un article gentiment moqueur.

La conciliation entre travail et famille, ainsi que l'accueil extrafamilial des enfants trouvent tout à coup miraculeusement leur place dans les structures patriarcales de l'armée. Le rapport souligne que ces points sont également importants pour les hommes. Le fait que l'on y accorde de l'importance au moment où il s'agit d'attirer les femmes dans l'armée en dit long, étant donné qu'ils ont été ignorés des décennies durant.

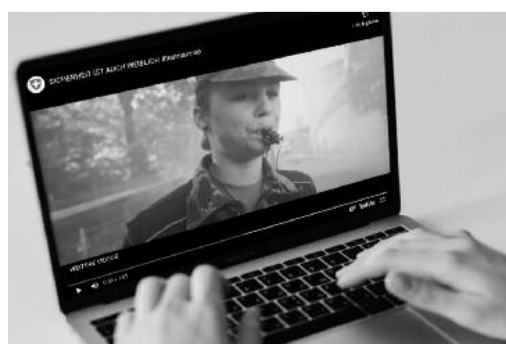
LA SÉCURITÉ EST DÉJÀ UNE AFFAIRE DE FEMMES

Les influenceuses de l'armée se mettent régulièrement en scène comme des militantes pour la parité. L'une d'elles, Céline Kienzi, disait par exemple dans une vidéo qu'il fallait de l'égalité non seulement pour les postes à responsabilité et les salaires, mais également pour les responsabilités. En disant cela, elle décide d'ignorer

que ce sont encore surtout des hommes qui ont des postes à responsabilité et que l'égalité salariale n'est toujours pas atteinte. Elle oublie également que c'est surtout aux femmes qu'incombe la « responsabilité » de s'occuper de leurs proches, des aîné·e·s et des enfants.

L'armée ne reconnaît pas le fait que la sécurité est déjà une affaire de femmes. La sécurité est souvent définie de façon exclusivement militaire et les mesures prises pour la renforcer sont toujours les mêmes : acheter plus d'armes, militariser, réprimer davantage. Or, la pandémie nous a cruellement montré que la sécurité devait être aussi comprise autrement. Ainsi, la protection de la population en cas de catastrophe, un système de santé et un système de prévoyance sociale fonctionnels en font également partie. Dans ces domaines, la part de la lionne revient aux femmes, que ce soit en matière de travail rémunéré ou en matière de travail non-rémunéré. Ce dernier s'élève à environ 242 milliards de francs, et ce chaque année.

La sécurité est une affaire de femmes depuis la nuit des temps. Tant que cela n'est pas accepté et que l'égalité en droits entre hommes et femmes reconnue par la Constitution n'est pas réellement mise en œuvre dans les faits, nous devons nous battre contre toute forme d'obligation pour les femmes dans l'armée. Si la situation venait à changer bientôt, nous pourrions nous débarrasser de l'obligation de servir pour les hommes, ou encore mieux, de l'armée dans son ensemble. Voilà une autre façon d'atteindre l'égalité.



Avec plusieurs vidéos, l'armée tente d'attirer davantage de femmes vers le service militaire. Photo : cottonbro (pexels.com), capture d'écran de la chaîne Youtube de l'Armée suisse.

L'ENNEMI IDÉAL

Le génocide refoulé

Le préjugé selon lequel l'islam serait particulièrement violent nous a mené-e-s à refouler le seul génocide sur sol européen après 1945. JOSEF LANG

Afin d'éviter toute fausse conclusion, je tiens à clarifier un point d'entrée de jeu : toutes les religions peuvent apporter la paix ou entraîner la violence. Celles et ceux qui pensent que les religions monothéistes sont plus belliqueuses que le bouddhisme ou l'hindouisme, devraient regarder la Birmanie, l'Inde ou le Sri Lanka. Les personnes qui prétendent que le Sermon sur la montagne fait du christianisme une religion plus pacifique que l'Islam feraient bien de se rappeler que la moitié des grands crimes commis au XX^e siècle avaient des liens avec l'Occident. Les responsables des deux derniers génocides de ce siècle particulièrement barbare, au Rwanda (1994) et à Srebrenica (1995) étaient membres d'églises chrétiennes. Cela n'a rien à voir avec l'interprétation de certains passages de la Bible, mais plutôt avec des relations de pouvoir, des intérêts, des absolutismes idéologiques et une haine sans limite. L'histoire réelle est bien plus importante que n'importe quelle écriture sainte.

APRÈS LE COMMUNISME L'ISLAM

L'islam est perçu comme étant particulièrement violent et dangereux. Or, cela ne s'explique pas par les actes guerriers et terroristes à New York, en Afghanistan, au Proche Orient, en Afrique, ou en France. Car personne ne parle jamais du plus grand massacre perpétré par l'islam politique, le meurtre de 500'000 personnes

en Indonésie en 1965. À l'époque, l'Occident avait soutenu les Musulman-e-s « orthodoxes » parce qu'ils se battaient contre le communisme.

La raison politique principale pour cette islamophobie est le fait que l'ennemi qui prévalait a disparu. Lorsqu'il s'agissait d'en trouver un nouveau, de vieux conflits ont été mélangés à l'héritage occidental. Toutefois, les massacres de masse des populations musulmanes ébranlent le préjugé selon lequel l'islam serait violent et agressif. Pourquoi les médias ne soulignent-ils pas davantage la brutalité de l'armée birmane dans son combat contre les Rohingyas ? Pourquoi minimise-t-on les persécutions des personnes musulmanes par des nationalistes hindous en parlant d'un simple « conflit » ? Seule la situation des Ouïghour-e-s est traitée de façon adéquate, peut-être que parce que l'ennemi de ce peuple sied à certain-e-s.

« RELATIVISER LA CULPABILITÉ »

Ce sont surtout les terribles viols de masse depuis 1950 et le seul génocide en Europe après 1945 qui sont refoulés. Ainsi, dans les années 1992 à 1995, les victimes étaient en grande majorité des Musulman-e-s bosniaques. En 2017, Saïda Keller-Messahli a publié *Islamistische Drehscheibe Schweiz* (ndlt : titre français « La Suisse, plaque tournante de l'islamisme ») aux éditions NZZ. Elle consacre une grande partie de son ouvrage à la guerre en Bosnie, mais ne

mentionne aucunement les viols de masse ou le génocide. Malgré cela, la plupart des médias ne discutent pas ce livre de manière critique. L'autrice devient ensuite l'invitée régulière de la télévision et radio suisse-allemande, mais également des médias imprimés, et ce malgré les objections d'expert-e-s de l'islam ou des Balkans.

La même année, Keller-Messahli a publié un article sur l'islam dans les Balkans dans un livre édité par des personnes proches du parti populiste de droite radicale autrichien (FPÖ). Des expert-e-s autrichien-ne-s avaient vertement critiqué cette contribution : « en même temps, l'autrice ne parle presque pas des victimes

bosniaques musulmanes » et « elle ignore ces faits avec une intention claire et connue depuis longtemps : elle veut relativiser la culpabilité et la responsabilité pour la guerre de Bosnie ». Au sein des rédactions de la NZZ et du Tages Anzeiger, on accepte la critique. Mais celle-ci n'a pas influence sur la télévision, la radio et les autres médias, et surtout sur la droite chrétienne.

En décembre 2003, le Conseil national a reconnu le génocide arménien. Il est maintenant grand temps que la Suisse reconnaisse également le génocide bosniaque. Cela permettrait de lutter contre la minimisation et le refoulement.

Le mémorial du génocide de Srebrenica se trouve à Potočari.

Photo : Michael Bükler



GRÈVE POUR L'AVENIR

La politique climatique et la politique de paix doivent être pensées ensemble !

La politique de sécurité militaire n'apporte aucune réponse à la crise climatique, le plus grand problème du XXI^e siècle. Pire encore, elle l'accroît. Il est grand temps de nous engager pour un monde pacifique et durable ! NADIA KUHN

La crise climatique est le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face aujourd'hui. Depuis la révolution industrielle, la température sur terre a augmenté d'1°C en moyenne, en Suisse même de 2°C. La crise climatique exacerbe les facteurs de conflit que sont l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les catastrophes naturelles. De plus, la crise climatique risque d'aggraver des conflits existants, surtout dans des pays et des régions où les conséquences du réchauffement se mêlent à d'autres problèmes comme la pauvreté structurelle, la corruption ou le manque d'infrastructures.

Malheureusement, tout cela n'a rien de théorique. Aujourd'hui déjà, il existe de nombreux exemples de conflits armés intensifiés par le changement climatique, la guerre civile en Syrie n'en est qu'un parmi d'autres. Les sécheresses exceptionnelles de 2007 à 2010 ont forcé de nombreuses familles paysannes à fuir vers les villes. Les infrastructures de ces dernières se sont retrouvées surexploitées et les réfugiés internes en situation de détresse, ce qui a renforcé le mécontentement social et politique. Du fait de répression du régime d'Assad en 2011, ce mécontentement s'est transformé en un conflit violent qui dure toujours.

LE RÔLE DES ARMÉES

Les politiques de sécurité contemporaines devraient donc avoir pour but de lutter contre la crise climatique. Or, la réalité est toute autre : elles riment encore et toujours avec armement et militarisation, alors que les armées et les guerres occasionnent d'énormes émissions de gaz à effet de serre et de particules fines et sont la cause de catastrophes environnementales.

Les armées sont de gigantesques pollueurs. L'armée étatsunienne, par exemple, est le plus gros consommateur individuel de pétrole et ses émissions annuelles de gaz à effet de serre sont plus élevées que celles de la Suède, du Danemark ou du Portugal. Par ailleurs, la nature elle-même est bien trop souvent attaquée et détruite. Les interventions militaires polluent l'eau, la terre et l'air, amplifiant ainsi la souffrance de la population civile.

Autre élément à charge : l'argent englouti par l'armement manque dans la lutte contre la crise climatique. Selon le International Institute for

Strategic Studies, les dépenses mondiales pour l'armement ont augmenté de 3,9% en 2020 et s'élevaient à 1830 milliards de dollars, un record en cette année de crise sanitaire. De l'autre côté de l'équation se trouvent les 1400 milliards de dollars qui devraient être investis chaque année entre 2020 et 2024 pour la protection du climat afin d'atteindre les objectifs fixés dans les accords de Paris. Pourtant, il semble que les moyens manquent toujours quand il s'agit de protéger le climat.

Une chose est sûre, la politique de sécurité militaire n'a pas de réponses au plus grand problème du XXI^e siècle. Au contraire, elle contribue fortement à l'aggraver. Une politique de paix conséquente est donc indissociable de la politique climatique et vice versa.

CONVERGENCE DES LUTTES – RENDEZ-VOUS À LA GRÈVE POUR L'AVENIR !

Pour toutes ces raisons, le GSSA a soutenu la Grève pour l'Avenir le 21 mai, une journée de grève, de mobilisation et d'action multicolore qui vise à poser les jalons d'une transition vers une société plus durable sur le long terme. Ce mouvement, lancé par la Grève du Climat, a réuni des organisations écologiques et sociales diverses et variées. Suite à cette journée, le comité pacifiste de la Grève pour l'Avenir continuera à organiser des actions dans le but de souligner les liens entre climat et conflits armés.

Si vous aussi, vous aimeriez vous engager au sein du comité pacifiste, n'hésitez pas à me contacter à l'adresse nadia@gsa.ch

Le 21 mai, de nombreuses personnes ont participé à la Grève pour l'Avenir.



LA DERNIÈRE

SECRETARIATS DE BERNE ET DE GENÈVE

Hello and Goodbye

Quelques changements ont eu lieu en mars et en avril au sein du secrétariat. À Berne, nous avons dû dire au revoir à Kish Paul et avons accueilli Saskia Rebsamen. À Genève, c'est Pauline Schneider qui a repris le poste d'Aline Bressoud. JUDITH SCHMID, THOMAS BRUCHEZ

Kish a travaillé pour le GSsA pendant environ un an et demi. Il était en charge de l'organisation de la Marche de Pâques, dont les deux dernières éditions ont malheureusement dû avoir lieu en distanciel en raison de la situation sanitaire. L'été et l'automne dernier, il a participé aux campagnes de votation contre les avions de combat et pour l'initiative contre le commerce de guerre. Kish est aujourd'hui secrétaire syndical à l'Unia. Nous tenons à remercier Kish pour tout le travail qu'il a fourni et lui souhaitons beaucoup de succès pour la suite.

DU GRÜNES BÜNDNIS AU GSSA

C'est Saskia Rebsamen qui remplacera Kish. Elle a obtenu sa maturité en été 2020 et a profité d'une année sabbatique pour soutenir en tant que stagiaire la campagne du *Grünes Bündnis* pour les élections en ville de Berne. Saskia est active en politique depuis des années. Elle a été co-présidente du parlement des jeunes de la ville de Berne, puis, en 2018, elle s'est engagée dans le mouvement de la Grève du Climat, à

Berne et au niveau national. Elle est membre des Jeunes Vert-e-s du canton de Berne et leur co-présidente depuis 2020. Grâce à son engagement, elle dispose d'un bon réseau tant en ville de Berne que dans le reste de la Suisse, ainsi que d'une grande expérience en matière de campagnes politiques. Elle se réjouit de rejoindre le GSsA et d'aborder des sujets

Saskia Rebsamen



Pauline Schneider



passionnants tels que l'initiative correctrice et le travail au sein du groupe régional de Berne.

UNE NOUVELLE SECRÉTAIRE TRÈS EXPÉRIMENTÉE À GENÈVE

Au sein du secrétariat de Genève, c'est Pauline Schneider qui a remplacé Aline Bressoud au début du mois de mars. Originnaire de Neuchâtel, Pauline s'est engagée en politique il y a plus de 7 ans au sein des Jeunes socialistes neuchâtelois. Elle a ensuite rejoint respectivement le comité de sa section, le comité directeur de la Jeunesse socialiste suisse et était vice-présidente de ce parti jusqu'en avril de cette année. Elle est également membre de longue

date des Femmes socialistes et du Parti socialiste, où elle a notamment fait un stage au département de communication et campagnes. Forte de ces nombreuses années d'expérience, Pauline sait ce que cela signifie de faire vivre une organisation politique au quotidien. Que ce soit pour communiquer avec les médias, planifier et mener des campagnes de votation à tous les échelons, organiser des actions, récolter des signatures ou encore effectuer le nécessaire travail administratif, Pauline sait tout faire et de surcroît, de manière extrêmement efficace. C'est donc une grande chance de pouvoir l'accueillir au sein de l'équipe du secrétariat. Bienvenue Pauline !

SONDAGE AUPRÈS DE NOS MEMBRES



(nk) Depuis près de 40 ans, le GSsA s'engage contre l'armée et pour la paix. Nous aimerions savoir ce que vous pensez de notre travail ! Sur quels sujets devrions-nous nous concentrer à l'avenir ? Où pouvons-nous nous améliorer, et comment ? Quelles sont vos attentes vis-à-vis du GSsA ? Pour participer au sondage, rendez-vous sur www.gsoa.ch/sondage. Si vous souhaitez recevoir une version papier du questionnaire, écrivez-nous à l'adresse gssa@gssa.ch. Merci d'avance pour votre participation !

GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook: www.facebook.com/gregor.gewehr



TALON DE COMMANDE



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: **GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch**

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail